

Document

Enquête prochaine sur trois sociétés au Liechtenstein. (01.04)

Reuters – 31.03.09

Une enquête de police pour blanchiment présumé de fraude fiscale au Liechtenstein par les sociétés Michelin, Total et Adidas va être ouverte prochainement, confirme le parquet de Paris.

A deux jours du sommet du G20 à Londres, qui doit notamment traiter de la question des paradis fiscaux, c'est le ministre de l'Economie français qui a suscité cette procédure, a expliqué une porte-parole du parquet.

"Nous avons reçu un signalement en provenance de la direction générale des finances publiques de Bercy, où ces trois sociétés sont citées avec suspicion de fraude fiscale. Il est à l'étude au parquet. Il y aura une enquête", a dit cette porte-parole.

Sont en question des "fondations", sociétés dont la création s'effectue avec des formalités minimales dans ce pays, et qui servent ordinairement à loger des fonds occultes, ou font office d'écrans pour des mouvements de fonds internationaux.

L'enquête s'annonce difficile, puisque ordinairement le Liechtenstein, minuscule principauté située entre la Suisse et l'Autriche qui pratique un secret bancaire strict, refuse toute coopération avec les justices des pays étrangers.

L'information, diffusée dans le journal Le Parisien, a été confirmée par le ministre du Budget Eric Woerth sur LCI.

"Il y a trois dossiers qui dépassaient la compétence du fisc et ce sont des dossiers que j'ai transmis à la justice", a déclaré Eric Woerth sur LCI.

Total a démenti posséder la fondation Elf Trading au Liechtenstein qui serait destinée au blanchiment. "Nous n'avons aucune activité ou société au Liechtenstein à part deux stations-services", a dit un porte-parole.

Une porte-parole de Michelin a aussi formellement démenti mardi avoir des comptes à la banque LGT. Adidas n'a souhaité faire aucun commentaire sur ce dossier.

RÉGULARISATION POUR DE NOMBREUX CONTRIBUABLES

La période concernée par l'enquête n'est pas encore officielle. Elle peut concerner la période où Elf, avant 2000, était encore une société distincte de Total et où Adidas, avec les hommes d'affaires Bernard Tapie puis Robert-Louis Dreyfus, était sous contrôle français.

L'affaire a pris sa source dans les révélations d'un informaticien du Liechtenstein, Heinrich Kieber, qui a livré l'année dernière aux services secrets allemands des informations sur des comptes bancaires au Liechtenstein d'entreprises et de particuliers.

L'Allemagne a engagé un conflit diplomatique très dur avec le Liechtenstein et a partagé ses informations avec d'autres pays.

Une soixantaine de personnes ou sociétés françaises étaient concernées, pour une fraude globale estimée à un milliard d'euros, selon les chiffres fournis officiellement par Bercy.

Les deux tiers de ces personnes ou sociétés ont régularisé leur situation fiscale par un paiement transactionnel et les autres, à l'exception des trois dossiers transmis à la justice, sont en passe de le faire, a assuré Eric Woerth.

Les pratiques de blanchiment de l'argent du crime et de la corruption, ainsi que la fraude fiscale et la localisation de "caisses noires" de grandes sociétés dans les paradis fiscaux de toute l'Europe, notamment le Liechtenstein, Jersey, Guernesey, Ile de Man, Andorre, Saint-Marin, Monaco, sont connues de longue date de la justice française.

Des Etats membres de l'Union, comme le Luxembourg, ou extérieurs comme la Suisse, sont aussi apparus comme des circuits privilégiés de l'argent "noir", comme dans l'enquête sur les détournements de fonds à Elf dans les années 1990 ou les ventes d'armes à l'Angola entre 1993 et 2000.